



**PRÉFET
DU VAR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial**

**Bureau de l'environnement
et du développement durable**
Affaire suivie par : Philippe COMBA
Tél : 04 94 18 81 76
philippe.comba@var.gouv.fr

Toulon, le **14 MARS 2023**

**COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE LA NATURE
DES PAYSAGES ET DES SITES**

"Formation Carrières"

Procès-verbal de la séance du 1^{er} mars 2023

QUORUM REQUIS : 8

PRÉSIDENT	M. Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var	
	1^{er} COLLÈGE - ÉTAT	Représenté par
	Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA – au titre de l'environnement	Mme Sylvaine IZE (SBEP)
	Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA – au titre de l'industrie et de la recherche	M. Jean-Pierre LABORDE
	Direction départementale des territoires et de la mer	Mme Sylvie FANTIN
	Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial	Mme Corinne CHARBONNIER
	2^o COLLÈGE - COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	
	M. Jean-Luc LONGOUR, maire du Cannet-de-Maures (titulaire) M. Laurent GUEIT, maire de Mazaugues (Suppléant)	Excusés
	Mme Blandine MONIER, maire d'Evenos (titulaire) M. Daniel MARIA, maire de Callas (suppléant)	Excusés
	Mme Christine AMRANE, conseillère départementale et maire de Collobrières (suppléante)	Présente

	M. Jeremy GIULIANO, vice-président de la CA « Provence Verte, délégué à l'environnement et maire du Val (titulaire)	Pouvoir à Mme AMRANE
	3° COLLÈGE – ASSOCIATIONS et PERSONNALITÉS QUALIFIÉES	Représenté par
	M. Romain GARROUSTE, chercheur en biodiversité et écologie au muséum national d'histoire naturelle (suppléant)	Présent
	M. Guy HERROUIN, AVSANE (titulaire)	Présent
	M. Max DOLEATTO, chambre d'agriculture (titulaire) M. Yves JULLIEN, chambre d'agriculture (suppléant)	Excusés
	M. Pierre de PISSY, syndicat des propriétaires forestiers du Var (titulaire) M. Vincent BUZANCAIS, syndicat des propriétaires forestiers du Var (suppléant)	Excusés
	4° COLLÈGE - PROFESSIONNELS	Représenté par
	Mme Karine BOULOT, SOMECA (titulaire)	Présente
	M. Jean-Christophe GAILLARD, Société Carrière des Grands Caous (titulaire)	Présent
	M. Thomas DESSART, VICAT Bétons (Suppléant)	Pouvoir à Mme BOULOT
	M. Daniel KIEFFER, SNTH (titulaire) M. Stéphane BONIFAY, BONIFAY SA (suppléant)	Excusés
Nombre de VOIX délibératives	11 (9 membres présents, 2 pouvoirs attribués)	
SECRÉTAIRE	M. Philippe COMBA, bureau de l'environnement et du développement durable	



**PRÉFET
DU VAR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial**

**Bureau de l'environnement
et du développement durable**
Affaire suivie par : Philippe COMBA
Tél : 04 94 18 81 76
philippe.comba@var.gouv.fr

Toulon, le

14 MARS 2023

**COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE LA NATURE
DES PAYSAGES ET DES SITES**

"Formation Carrières"

Procès-verbal de la séance du 1^{er} mars 2023

DOSSIER	Consultation de la commission à propos du projet de schéma régional des carrières présenté par la DREAL, pilote de l'ensemble des travaux d'élaboration du SRC pour le compte du préfet de région.
RAPPORTEUR	Présentation de Mme Sylvaine IZE du service biodiversité, eau, paysage (SBEP) de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur.
TEXTES	Articles L515-3 et R515-5 du code de l'environnement
<p>M. Lucien GIUDICELLI, après avoir remercié les membres de la commission de leur présence, introduit le seul point à l'ordre du jour, le projet de schéma régional des carrières (SRC), voué à définir une vision globale et de long terme de l'approvisionnement en matériaux au niveau régional.</p> <p>Mme Sylvaine IZE expose les différentes thématiques du projet de nouveau schéma régional des carrières et les critères qui ont contribué à son élaboration (contexte réglementaire, durée du SRC, contenu et articulation, planification) en regard de l'autosuffisance de la région et compte-tenu de son importante ressource minérale et de sa production.</p> <p>Elle évoque, en particulier, les 5 orientations essentielles du SRC portant sur :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'approvisionnement en matériaux, la planification et l'autonomie des territoires, l'identification des gisements d'intérêt national et régional et leur préservation ;- l'économie de la ressource minérale et le développement du recyclage ;- l'optimisation du transport afin de limiter les pollutions ;- la préservation des enjeux environnementaux des territoires, en particulier par la mise en œuvre des mesures ERC ;- la prise en compte des enjeux environnementaux dans l'exploitation des carrières. <p>Elle aborde pour finir l'évaluation environnementale du projet réalisé par un organisme indépendant qui conclut sur l'ensemble de ses aspects positifs.</p> <p>Le président invite les participants à réagir sur le projet.</p>	

OBSERVATIONS

Mme Karine BOULOT et M. Jean-Christophe GAILLARD présentent, à tour de rôle, 7 observations émises par l'union nationale des industries de carrières et des matériaux de construction sur le projet de schéma, détaillées dans le courrier du 30 janvier 2023 annexé au présent compte-rendu.

Point par point, Mme IZE apporte les indications suivantes sur les observations formulées. La DREAL attendra la fin des consultations en cours pour modifier, le cas échéant, le projet de SRC :

1 - le SRC ne peut imposer le retour systématique à un usage agricole mais que celui-ci peut être systématiquement étudié ;

Mme IZE estime qu'en effet cette observation peut être prise en compte.

2 - le SRC ne peut pas créer d'enjeu rédhibitoire dans les périmètres de protection et de mise en valeur des Espaces Agricoles et Naturels Périurbains (PAEN) mais doit rester un enjeu modéré comme antérieurement ;

Mme IZE explique que les espaces en PAEN sont peu nombreux dans la région et, que par conséquent, l'effet réel de cette mesure est minime. Les PAEN, pour être modifiés, nécessitent un arrêté interministériel, témoignant de l'importance de leur préservation.

3 - l'outil cartographique permettant de positionner les cartes par rapport aux différents enjeux comporte des erreurs et des oublis ;

Selon le rapporteur, la cartographie « papier » (.pdf) sera la seule associée au SRC approuvé. La cartographie interactive sera régulièrement mise à jour avec nécessairement un petit décalage dans le temps.

4 - il y a lieu, au niveau de l'observatoire des matériaux, de suivre les évolutions des productions et des volumes de ressources primaires et secondaires, afin d'en actualiser les besoins et de fixer les objectifs de recyclage (afin notamment d'éviter d'éventuels recours) ;

Mme IZE confirme en effet la nécessité de prendre en compte ces évolutions et de mettre à jour régulièrement les bases de données.

5 - le SRC ne peut pas imposer l'ajout de thèmes à traiter dans l'étude d'impact dont le contenu réglementaire défini est déjà très lourd et très complet ; l'UNICEM propose que c'est uniquement dans le cas où un projet est soumis à étude préalable agricole, que le carrier pourra procéder à ces analyses complémentaires.

Mme IZE prend acte de cette proposition.

6 - qu'il conviendrait que la mesure n° 9, qui a pour objectif la préservation des GIN et des GIR, soit complétée par sa traduction cartographique dans les PLU(i), notamment par l'application d'un surzonage « richesse du sol et du sous sol » ;

Pour Mme IZE instituer cette mesure reviendrait à créer un « zonage carrière ». Toutefois, les collectivités qui le souhaitent peuvent en effet le réaliser à l'instar des métropoles Marseille-Provence et Nice.

Elle rappelle, en effet, que si une collectivité souhaite urbaniser une zone GIN / GIR elle pourra le faire mais de façon très encadrée et contraignante.

7 - le SRC doit préciser que le recyclage des sédiments de dragage (et pas uniquement leur stockage) doit se faire préférentiellement dans des installations existantes autorisées pour répondre à l'objectif général de « développement du recyclage » et d'économie de la ressource primaire. La rédaction devrait être complétée en ce sens,

M. GARROUSTE relève sur la cartographie en annexe que certains sites protégés, comme la réserve naturelle nationale de la Plaine des Maures ou la réserve biologique intégrale de Collobrières, n'apparaissent pas. Mme IZE indique que, s'agissant d'un enjeu du SRC, ces réserves sont normalement prises en compte comme enjeu rédhibitoire. Si ce n'est pas le cas, il s'agit d'erreurs matérielles qui seront à rectifier.

Interpellée par M. HERROUIN sur la réalité des perspectives ambitieuses avancées par le SRC en matière de recyclage, Mme IZE explique que cette évolution se fonde sur les études menées par le CEREMA et le BRGM à partir de l'état initial du gisement de ressources secondaires. Celui-ci présente un potentiel très important, notamment les déchets du BTP mais aussi ceux issus d'autres ressources industrielles, comme les laitiers d'ARCELOR, réutilisables en tant que substituts.

Mme BOULOT rappelle à cet égard l'importance du tri à la source, relayée en cela par M. LABORDE. Ce dernier insiste sur l'évolution de la norme qui freine l'utilisation du recyclé aux dépens du produit naturel. La difficulté à recycler, notamment les déchets du BTP, pousse à la valorisation en carrière, voire la mise en décharge. Selon lui, l'Etat a ici une double action à mener : d'une part, pour améliorer le maillage en autorisant les installations et, d'autre part, pour éradiquer les installations sauvages / illégales.

M. LABORDE souligne, en ce sens, l'intérêt que présente l'existence-même du schéma.

M. GIUDICELLI précise qu'il s'impose à tout document d'urbanisme.

M GARROUSTE regrette que le SRC n'intègre pas un volet culturel plus ambitieux. Mme AMRANE évoque à ce sujet le projet de Géoparc Maures Estérel.

Les membres de la commission, n'ayant pas d'autres observations à formuler, sont invités à voter.

AVIS

Avis favorable à l'unanimité (1 abstention : M. Romain GARROUSTE) aux propositions du rapporteur.

Le président de séance,

Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général,

Lucien GIUDICELLI